



GESTION INTÉGRÉE DES SÉCHERESSES ET INONDATIONS



Apport des hommes/ femmes des médias dans le plaidoyer et la sensibilisation en Afrique de l'Ouest"

Mme Félicité CHABI-GONNI VODOUNHESSI,
Chargée de Projet de GWP-AO

« La dégradation des sols au Sahel n'est pas une fatalité »



SOMMAIRE

Directeur de publication

Armand HOUANYE
Secrétaire Exécutif, GWP-AO

Rédacteur en Chef

Sidi COULIBALY

Conseiller

Alain TOSSOUNON

Rédaction

Joachim BATAO, *Burkina Demain (Burkina Faso)*
Alain TOSSOUNON, *Personne Ressource (Bénin)*
Marcelle AKA, *Quotidien L'Inter (Côte d'Ivoire)*
Ibrahim Diolombi MAHAMADOU, *Journal l'Union (Niger)*
Ignace Ismaël NABOLE, *Burkina24.com (Burkina Faso)*
Mamadou TOGOLA, *Maliweb.net (Mali)*
Kadiatou Mouyi DOUMBIA, *Les Echos (Mali)*
Jasmine ARKU, *Graphic News Paper (Ghana)*
Géraud ADOUKONOU, *Radio Nanto FM (Bénin)*
Ben Issa TRAORE, *Le Pays, Burkina Faso*
Abdoul Karim SAWADOGO, *L'Observateur (Burkina Faso)*
Blandine YARO, *Radio Nationale (Burkina Faso)*
Idrissa KARAMBIRI, *RTB2-Télé / Hauts Bassins (Burkina Faso)*
Elvis ASSI KOUASSI, *ABVI Documentaliste (Burkina Faso)*
Aboubacar Sidiki SYLLA, *RTI (Côte d'Ivoire)*
Samuel Asamoah, *Metro TV (Ghana)*
Maimouna DIADO, *TV TAMBARA (Niger)*
Djatougbe Akouvi Rolande AZIAKA, *WebTéléEcoconscience TV (Togo)*
Komi Séna EVEGNON, *Radio pyramide F.M. (Togo)*

Illustrations

Sidi COULIBALY
Mamadou TOGOLA
Kadiatou Mouyi DOUMBIA
Constant TONAKPA

Maquette

Imprimerie Studio Yipin Créations
+226 78 78 02 32 / 76 66 70 19

Les opinions exprimées dans ce magazine ne sont pas celles du GWP-AO et de ses partenaires. Elles n'engagent que leurs auteurs



Décembre 2018

EDITORIAL..... P2
Préparer les populations et décideurs à mieux gérer les inondations et sécheresses et contribuer au développement durable des pays

COMPTE RENDU ET COMMUNICATIONS..... P4
Problématique de la gestion intégrée des sécheresses et des inondations en Afrique de l'ouest :
Des journalistes ouest-africains outillés à Ouagadougou

COMMUNICATIONS..... P5
Inondations : De la gestion traditionnelle à une gestion intégrée

Gestion efficace des sécheresses : Renforcer la résilience des communautés

Bassin de la Volta :
La GIRE au cœur de la gestion des inondations et des sécheresses

REPORTAGE P8
Résilience à la sécheresse à Komki : Assistée, la terre dégradée se régénère et répond aux attentes

ENTRETIENS P9
M. Hilaire ILBOUDO : « Avec un certain nombre de techniques, nous avons pu recoloniser le site à 82% de la strate herbacée en l'espace d'une année »

Mme Félicité CHABI-GONNI VODOUNHESSI : « La dégradation des sols au Sahel n'est pas une fatalité »

ANALYSE..... P12
Projet de renforcement de la résilience des communautés du sous-bassin hydrographique du Massili nord au changement climatique au Burkina Faso : Vers la promotion de solutions écologiques et durables en Afrique de l'Ouest

Gestion de l'eau et solutions innovantes : Le cas d'école du Groupement Sidwaya

PORTRAIT..... P14
Lutte contre la sécheresse : Quand les femmes retrouvent le sourire

Burkina : Entre les périmètres de légumes Sinar Alimata retrouve le goût de la vie

L'agriculture face à la sécheresse : L'histoire à succès de Ramitenga

COMMUNIQUÉ DE PRESSE P18



Editorial

Préparer les populations et décideurs à mieux gérer les inondations et sécheresses et contribuer au développement durable des pays

Le rapport spécial d'octobre 2018 du Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC) estime qu'au rythme des émissions actuelles, le réchauffement climatique atteindra 1,5 °C, par rapport à la période pré-industrielle, entre 2030 et 2052. Cette augmentation projetée de la température du monde va conduire à des conséquences sévères au nombre desquelles : (i) la recrudescence et l'intensification des événements climatiques extrêmes dont les inondations, les sécheresses, la hausse du niveau des mers ; (ii) la raréfaction des ressources en eau ; (iii) la diminution de la production agricole et animale avec des pertes de bétail estimées à entre 7% et 10% ; (iv) l'insécurité alimentaire et énergétique ; (v) l'accentuation des menaces sur la biodiversité terrestre et marine ; (vi) des atteintes à la santé et (vii) et des pertes économiques. Ces conséquences accéléreront la dégradation des états de surface des espaces fluviaux déjà soumis à une forte pression démographique sans cesse croissante. Même si rien n'est certain sur le niveau des précipitations, on estime que le nombre de jours de pluie va diminuer, mais l'intensité de ces pluies devrait augmenter. Ce qui pourrait créer des inondations pouvant conduire à des pertes matérielles et humaines si les populations ne sont pas bien informées, sensibilisées et préparées.

Le GIEC estime toutefois qu'il est encore possible de limiter cette hausse de la température à 1,5°C et d'en limiter les dégâts pour l'homme et son environnement, sous réserve de politiques publiques déterminées et des investissements correctement orientés. Cela nécessite une mise en œuvre urgente et rapide de transformations majeures, dans tous les secteurs de la société et dans le monde entier.

En ce qui concerne notre sous-région, l'Afrique de l'Ouest, le niveau de vulnérabilité, non seulement des populations mais aussi de l'économie est assez bien connu avec les risques récurrents et fréquents d'inondation et de sécheresse enregistrés au cours de ces dernières décennies dans différents pays. Il urge pour nos pays de développer et de mettre en œuvre des cadres légaux, politiques et stratégiques harmonisés de gestion intégrée des phénomènes hydrométéorologiques extrêmes, au risque de compromettre les efforts de nos Etats et des partenaires au développement en faveur aussi bien de l'éradication de la pauvreté que de l'atteinte des objectifs de développement durable.

En plus des efforts des pays, « la coopération internationale peut créer un environnement propice à la réalisation de cet objectif dans tous les pays et pour tous les peuples dans le contexte du développement durable. La coopération internationale est un outil essentiel pour les pays en développement et les régions vulnérables ».

Le GIEC recommande en outre, entre autres, de « Renforcer les capacités d'action en matière de lutte contre le changement climatique des autorités nationales régionales et locales, de la société civile, du secteur privé, des peuples autochtones et des communautés locales » pour accompagner la mise en œuvre d'actions ambitieuses favorables à la limitation du réchauffement climatique.

Cette recommandation du GIEC vient conforter la vision du Partenariat Régional de l'Eau de l'Afrique de l'Ouest (GWP-AO), fidèle à sa démarche de renforcement des capacités de l'ensemble



Secrétaire Exécutif, GWP-AO
Armand HOUANYE



Directeur Exécutif, ABV
Robert DESSOUASSI

des acteurs de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE). En effet, depuis 2007, le GWP-AO organise des rencontres de formation, de sensibilisation et d'échange, sur la problématique de gestion des ressources en eau et la GIRE, à l'intention des Hommes / Femmes de média, un groupe majeur de la Société civile, des pays de la sous-région ouest africaine.

C'est dans ce cadre que l'atelier régional, coorganisé par le GWP-AO, l'Autorité du Bassin de la Volta (ABV) et le Partenariat National de l'Eau (PNE) du Burkina Faso, a permis de réunir du 20 au 22 Novembre 2018 à Ouagadougou, des journalistes du Burkina Faso, du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Togo, du Mali, du Ghana et du Niger. A travers le thème de cette rencontre « *Gestion intégrée des sécheresses et inondations : Apport des hommes/ femmes des médias dans le plaidoyer et la sensibilisation en Afrique de l'ouest* », le GWP-AO et ses partenaires, ont préparé et outillé des relais d'information et de sensibilisation des populations et des décideurs, à mieux jouer leurs rôles. Le contexte d'exacerbation des événements hydro-climatiques extrêmes dont la sécheresse et les inondations en Afrique de l'Ouest, du fait des conséquences aussi bien de l'action anthropique que de la variabilité et du réchauffement climatiques, encourage l'action des partenaires organisateurs.

L'initiative confirme une fois de plus l'engagement du GWP-AO avec les PNE auprès des **acteurs majeurs** du développement durable des pays et de la sous-région comme ZIE, l'ABV, l'UICN/PACO, l'UEMOA, la CEDEAO etc., pour affronter les défis qui ne faiblissent point auxquels les Etats et populations font face.

Les résultats, fort appréciables de cet atelier constituent une bonne base pour la mise en œuvre très prochaine du projet « *Intégration de la gestion des inondations et des sécheresses et de l'alerte précoce pour l'adaptation au changement climatique dans le bassin de la Volta* » de mars 2019 à mars 2023. Le projet sera exécuté conjointement par l'Organisation de la Météorologique Mondiale (OMM), le GWP-AO et l'ABV avec un financement du Fonds d'adaptation au changement climatique dans les pays partageant le bassin de la Volta (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Mali et Togo). L'ABV, l'OMM et le GWP-AO comptent sur la participation active des Etats et de l'ensemble des parties prenantes, pour faire du projet une expérience réussie de renforcement des capacités de surveillance, d'alerte précoce et de déclenchement des actions de gestion de situations générées par les inondations et les sécheresses dans les pays du bassin./.

Problématique de la gestion intégrée des sécheresses et des inondations en Afrique de l'ouest : Des journalistes ouest-africains outillés à Ouagadougou

La ville de Ouagadougou a abrité du 20 au 22 novembre 2018, l'atelier régional de formation des acteurs des médias sur la problématique et la gestion intégrée des sécheresses et des inondations en Afrique de l'Ouest. Organisée par le Partenariat Régional de l'Afrique de l'Ouest (GWP-AO) en collaboration avec le Partenariat National de l'Eau du Burkina Faso (PNE-BF) et l'Autorité du Bassin de la Volta (ABV), la rencontre tenue suite à une série de 7 ateliers, a permis aux journalistes et communicateurs, de mieux appréhender les enjeux, défis et solutions liés à la gestion intégrée des sécheresses et des inondations pour le développement durable des pays de la sous-région.

«Gestion intégrée des sécheresses et inondations : Apport des hommes et femmes des médias dans le plaidoyer et la sensibilisation en Afrique de l'Ouest ». C'est le thème de l'atelier régional de formation des journalistes et communicateurs venus de sept pays de l'Afrique de l'Ouest. Il s'agit du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Mali, du Niger et du Togo. La rencontre visait à renforcer et consolider les acquis des participants sur la problématique des sécheresses et des inondations, offrir un cadre d'échanges sur les impacts, les défis à relever, les bonnes pratiques en matière de prévention et de gestion des sécheresses et des inondations à travers des entretiens en salle et des visites de terrain. Également, l'atelier qui est à sa 8^{ème} édition, a offert l'occasion aux femmes et hommes de médias d'échanger sur leurs rôles dans le cadre du processus de sensibilisation et de plaidoyer pour la gestion intégrée des sécheresses et des inondations dans les pays et au niveau sous-régional en Afrique de l'Ouest.

Deux allocutions ont marqué la cérémonie d'ouverture de cet important atelier de partage. Dans son intervention, le Directeur Exécutif de l'ABV, M. Robert DESSOUASSI, tout en saluant l'organisation de cette session de formation au profit des acteurs des médias, a indiqué que l'humanité connaît une augmentation de la demande en eau pour les multiples usages. Dans ce contexte, il a souligné l'importance de l'engagement des acteurs des médias dans la production et la diffusion des informations en langues locales pour la sensibilisation et l'éducation du grand public. Aussi, a-t-il indiqué que les populations du bassin de la Volta sont confrontées à des phénomènes climatiques extrêmes dont les inondations et les sécheresses qui ont souvent des conséquences désastreuses. Pour lui, l'anticipation peut permettre de réduire les effets de ces événements climatiques extrêmes. En ouvrant l'atelier régional, le Secrétaire Exécutif du GWP-AO, M. Armand HOUANYE, a signifié que les inondations et les sécheresses sont deux problématiques très liées. Il a souligné que leur gestion constitue un chantier important auquel il faut proposer des solutions durables. Il a soutenu que cette rencontre est une opportu-



Vue des participants

nité de renforcement de la coopération et de l'intégration avec les acteurs des médias. Il n'a pas manqué de signaler que le GWP-AO qui reconnaît l'importance des médias dans le plaidoyer et la sensibilisation, a commencé à collaborer avec ce groupe cible depuis une vingtaine d'années. Il a souhaité qu'au terme de cette rencontre, les acteurs des médias soient des ambassadeurs et des acteurs de plaidoyer dans le domaine de l'eau. Il a terminé en invitant tous les journalistes présents à rejoindre le Réseau Ouest africain des journalistes de l'eau et de l'environnement.

La première phase de la formation a été consacrée aux communications et débats sur les sécheresses et les inondations. A ce sujet, M. Armand HOUANYE a mis l'accent sur la problématique des inondations et des sécheresses en Afrique de l'Ouest. Il a indiqué que « la zone ouest -africaine est pratiquement affectée chaque année par des inondations et des sécheresses ». Et pour lui, si l'on veut faire face aux catastrophes naturelles, il faut que les acteurs adoptent des attitudes qui « quittent le stade de guérison pour celui de la prévention et de la gestion ». Sinon, prévient-il, « on connaîtra des dégâts plus graves s'il n'est pas instauré dans le temps une culture de gestion intégrée de ces catastrophes naturelles avec l'augmentation sans cesse croissante de la population notamment dans les villes de la sous-région ».

LA GESTION INTÉGRÉE, UNE SOLUTION À LA SÉCHERESSE

En ce qui concerne la gestion des sécheresses, Mme Félicité VODOUNHESSI, Chargée de Projet au GWP-AO, a développé quelques solutions à travers sa communication. En effet, elle a expliqué qu'avec une gestion intégrée et participative, on peut minimiser les conséquences des inondations et des sécheresses. A ce propos,

L'exemple du Projet de gestion intégrée de la sécheresse en Afrique de l'Ouest (PROGIS-AO) a servi d'illustration de solutions concrètes de gestion intégrée réussie de la sécheresse.

Un autre exemple réussi en termes de mobilisation des acteurs pour faire face aux défis de gestion intégrée des inondations, a été celui de l'ABV dans le bassin de la Volta. Le Directeur Exécutif, M. Robert DESSOUASSI a laissé entendre que le bassin est un bien commun des six pays qui le partagent à savoir le Bénin, le Burkina-Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Mali et le Togo. « Le bassin n'appartient pas à un seul pays, c'est pourquoi la gestion que promeut l'ABV dans cet espace transfrontalier est concertée et participative », a-t-il affirmé.

DES SITES PILOTES DE RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE À LA SÉCHERESSE

La deuxième phase des travaux de l'atelier a été consacrée aux visites de terrain. Deux sites de projets pilotes, qui illustrent les résultats de gestion intégrée des sécheresses, ont servi de cadres des travaux pratiques pour les journalistes et communicateurs participants. Le premier site d'une superficie d'environ deux hectares, situé dans le village de Ramitenga dans la commune rurale de Loubila, présente les bienfaits de l'irrigation goutte-à-goutte. Quant au deuxième site, situé dans le village de Komki dans la commune rurale de Komki-Ipala, il a également séduit de par ses résultats issus d'une pratique innovante de construction de la résilience à la sécheresse. Les effets de ces deux projets sont perceptibles et visibles rien qu'à l'observation mais aussi à écouter les bénéficiaires. Toutefois, on note une difficulté commune aux deux sites, soulevée par les bénéficiaires. C'est l'insuffisance de l'eau. Toute chose qui, disent-ils, limite leurs actions à tirer le maximum de profits que leur offrent les sites.

A toutes ces étapes, les journalistes et les communicateurs, tels des chercheurs étaient là avec leurs questions, commentaires et propositions. Des experts et partenaires de l'ABV et du GWP-AO,



Visite de terrain sur le site de Ramitenga autour du puits

présents à la formation, sont également intervenus pour leur apporter à la fois des contributions et des éclaircissements.

Si les deux premiers jours ont été assez chargés pour les participants, le troisième quant à lui était relativement moins chargé. Il a été consacré à la rédaction des articles consolidés dans le présent magazine « Inf'o » édité par le GWP-AO au terme de chaque atelier de formation organisé au profit des acteurs des médias.

Au terme des travaux de l'atelier régional, suite aux échanges avec le Directeur Exécutif de l'ABV, les participants se sont accordés pour se mettre en réseau en vue de contribuer à faire connaître l'Autorité et partager avec les populations des pays riverains du bassin de la Volta et au-delà, les enjeux de développement pour ledit bassin ainsi que les actions menées, les résultats obtenus et les perspectives. Pour faire vivre le réseau, le Directeur Exécutif de l'ABV s'est engagé à prévoir des ressources dans son budget, pour pérenniser les rencontres annuelles des journalistes et communicateurs actifs sur les questions en lien avec les ressources en eau et l'environnement dans le bassin.

Joachim BATAO,
Burkina Demain (Burkina Faso)

Communications

Inondations : De la gestion traditionnelle à une gestion intégrée

Dans une communication introductive, le Secrétaire Exécutif du GWP-AO, M. Armand HOUANYE, a rappelé la gestion traditionnelle des inondations mise en œuvre dans les pays avant de soutenir la nécessité d'une approche intégrée de gestion de la problématique.



A. Houanye présente sa communication

Selon M. A. HOUANYE, les inondations étaient jadis peu considérées comme un enjeu de développement dans les pays. La gestion des inondations portait essentiellement sur la séparation des rivières des populations, le contrôle et la protection contre les inondations. Mais aujourd'hui, soutient-il, face à la croissance démographique, au phénomène des changements climatiques, l'urbanisation rapide et l'étalement urbain à grande échelle ou encore la nécessité de préserver ou de restaurer les écosystèmes associés aux ressources, il s'avère impérieux de passer désormais d'une gestion traditionnelle des inondations à une

Cinq principes à mettre en œuvre dans une gestion intégrée des inondations

- Gérer le cycle de l'eau dans son ensemble.
- Intégrer la gestion des ressources terrestres et hydriques selon une approche pluridisciplinaire.
- Réduire la vulnérabilité des communautés et les risques liés aux inondations selon une approche intersectorielle.
- Veiller à la participation des différents acteurs et des communautés.
- Introduire le concept d'intégration dans les modes de gestion des aléas en veillant à la préservation des écosystèmes.



gestion intégrée qui prend en compte plusieurs paramètres comme l'utilisation des terres, la protection de la zone côtière, la gestion par bassin hydrographique...

M. A. HOUANYE a défini l'inondation comme étant un phénomène, qui résulte des crues ou du débordement de l'eau des rivières de leurs lits (mineur, moyen et majeur) se répandant sur les alentours des terrains à travers une submersion rapide ou lente d'une zone habituellement hors d'eau. Il a indiqué que les inondations peuvent être dues notamment à des facteurs naturels (météorologiques et hydrologiques) et/ou à des facteurs anthropiques en rapport avec l'occupation du sol. Dans son exposé, il a aussi soutenu au moyen de statistiques bien sourcées le caractère récurrent et presque annuel des inondations au cours de ces récentes décennies en Afrique de l'Ouest avec des effets négatifs mais aussi positifs sur certains aspects notamment la recharge des nappes

et l'amélioration de la productivité des plaines d'inondation. En dehors des effets négatifs des crues connus de tous comme les pertes en vies humaines et dégâts matériels, il a relevé comme effets positifs, la recharge des aquifères, le rajeunissement des écosystèmes fluviaux et le développement de l'agriculture ou de la pêche suite au retrait des eaux. Insistant sur la nécessité de changer de paradigme en considérant les inondations comme faisant partie d'un processus naturel et non comme une intrusion de la nature et un obstacle au développement économique, il a souligné l'importance pour les pays de la sous-région de relever les défis qui s'imposent à eux en matière de gestion des inondations.

Il s'agit entre autres comme défis, le renforcement des cadres de gouvernance et de gestion institutionnelle des risques d'inondation au niveau national et dans les bassins transfrontaliers ; l'amélioration de la compréhension des risques d'inondation au niveau national et dans les bassins transfrontaliers ; l'accroissement des investissements dans la prévision et la gestion des risques d'inondation. Enfin, comme dernier défi, il a signalé l'amélioration de la préparation aux risques d'inondation pour une réponse efficace visant à mieux construire dans la restauration, la réhabilitation et la reconstruction au niveau national et dans les bassins transfrontaliers. Il a en outre insisté sur le développement des compétences et des connaissances individuelles et institutionnelles en matière de prévention et de gestion des inondations.

Gestion intégrée des sécheresses : Renforcer la résilience des communautés

Dans une deuxième communication relative à la problématique des sécheresses en Afrique de l'Ouest, M. Armand HOUANYE a avant tout clarifié le concept de sécheresse. Indiquant que « la sécheresse peut être perçue comme un manque d'eau temporaire, qui est causé, nécessairement mais pas exclusivement, par l'irrégularité climatique, qui peut induire des dégâts à une activité, un groupe de personnes ou l'environnement », il a présenté quatre (4) types de sécheresses. En dehors de la sécheresse météorologique, il distingue la sécheresse agricole, la sécheresse hydrologique et la sécheresse socio-économique. En termes de manifestations, il rappelle que dans les années 1970, l'Afrique de l'Ouest a enregistré une baisse d'environ 20% des précipitations et que la sous-région a connu des sécheresses historiques dans les années 1931, 1968 et 1973.

Selon M. Armand HOUANYE, pour mieux gérer les sécheresses, il est impérieux de relever les défis au plan institutionnel et législatif qu'opérationnel. En dehors de la connaissance et de la documentation de la problématique, il préconise la promotion du dialogue politique sur la gestion de la problématique et la mise en place d'un environnement favorable qui prend en compte la réglementation, les politiques, les stratégies, la gestion coordonnée des initiatives et le développement de synergies, le plaidoyer, l'éducation, l'information et la communication à tous les niveaux. La mise en place et l'opérationnalisation de systèmes d'alerte pour la prévision et la gestion des sécheresses et la promotion des initiatives de renforcement de la résilience des communautés sont aussi indispensables pour contrer le phénomène des sécheresses dans la sous-région.

A la suite du Secrétaire Exécutif du GWP-AO, dans sa communication portant sur la gestion intégrée des sécheresses, Mme Félicité VODOUNHESSI, Chargée de Projet au GWP-AO, est revenue sur les



enjeux liés à la sécheresse. Elle a mentionné qu'il existe en réalité une seule sécheresse, la sécheresse météorologique qui peut se manifester en sécheresses agricole, hydrologique et socio-économique. Elle a rappelé les quatre (4) principes de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau pour soutenir la nécessité de l'approche intégrée pour mieux gérer la sécheresse. Car, soutient-elle, il est important d'avoir « un système complet de surveillance de la sécheresse et d'alerte rapide pour signaler rapidement le début et la fin d'une sécheresse ». Mais, elle ajoute qu'il est aussi indispensable de déterminer la gravité de la sécheresse et de communiquer rapidement les informations fiables et bien sourcées y afférentes aux parties prenantes des nombreux secteurs sensibles au climat et à l'eau. La gestion intégrée de la sécheresse peut faire partie des outils d'une stratégie d'adaptation au changement climatique a-t-elle conclu.

Alain TOSSOUNON,
Personne Ressource

Bassin de la Volta : La GIRE au cœur de la gestion des inondations et des sécheresses

C'est le Directeur Exécutif de l'Autorité du Bassin de la Volta, M. Robert DESSOUASSI, qui a fait connaître cette institution sous régionale qui regroupe six pays voisins de la sous-région avant d'indiquer aux participants que la GIRE est l'approche que promeut l'Autorité.

Avant de lever un coin de voile sur les ambitions et les projets phares de l'Autorité du Bassin de la Volta (ABV), M. Robert DESSOUASSI a souligné que le bassin de la Volta est un bassin hydrographique qui a une superficie de 400 000 km², drainé par le fleuve Volta long de 1850 km et partagé par six (6) pays que sont : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Mali et le Togo. Il a aussi mentionné que l'ABV a été créée le 19 janvier 2007 avec pour mandat de « *Promouvoir une concertation permanente et un développement durable pour un partage équitable des bénéfices en vue de la réduction de la pauvreté et d'une meilleure intégration socioéconomique* ».

M. Robert DESSOUASSI a confié que le Bassin de la Volta, comme bien d'autres, est affecté chaque année par des inondations et des sécheresses. Pour faire face aux menaces générées par ces phénomènes naturels extrêmes, qui sont de plus en plus récurrents, la solution passe par une approche intégrée qui promeut des initiatives visant à renforcer la résilience des populations vivant dans le bassin de la Volta à travers une veille hydro-climatique et environnementale systématique (observatoire du bassin), qui doit se faire par la mise en place des dispositifs opé-

rationnels de collecte de traitement et d'analyse des données en la matière.

Pour y arriver, le Directeur Exécutif préconise la mise en place d'un système d'alerte précoce et d'un système fonctionnel de diffusion des informations pertinentes pour les divers usagers de l'eau dans le bassin, système impliquant les radios communautaires et locales, la chefferie...

Dans son exposé, M. DESSOUASSI n'a pas manqué de partager avec les journalistes et communicateurs participants, les contraintes et difficultés auxquelles son institution est confrontée. Il a souligné la faible connaissance des ressources en eau souterraines dans l'espace du bassin, les problèmes fonciers et conflits liés à l'usage des terres et des sols, le faible financement pour la réalisation des ouvrages communs et d'intérêts communs.

En termes de perspectives au niveau de l'ABV, il a signalé le renforcement de la concertation entre les parties prenantes et la mobilisation de financement nécessaire à la mise en œuvre des activités de développement du bassin de la Volta. Pour terminer, il a lancé un appel aux acteurs des médias pour accompagner l'ABV à mieux se faire connaître dans les pays membres et à partager les informations sur les projets passés en cours et en vue, avec les populations, pour un meilleur rayonnement de l'institution dans la sous-région.

Alain TOSSOUNON,
Personne Ressource



Promotion de pratiques innovantes de résilience à la sécheresse par la mise en place d'un parc agro forestier dans la commune rurale de Komki Ipala

La réduction des impacts de la sécheresse est possible et faisable. L'expérience de Komki Ipala, commune rurale de la province du Kadiogo à la sortie ouest de Ouagadougou au Burkina, constitue un cas d'école pour les résultats impressionnants et édifiants obtenus.

Komki Ipala, mercredi 21 novembre 2018, il est environ 15 heures. Arrivée de la délégation sur un site qui abrite un projet pilote de promotion des pratiques innovantes de construction de la résilience à la sécheresse. A la descente de l'autobus qui a assuré notre voyage, un paysage désertique dégradant se présente à nous. Un contraste criard. D'un côté, on dénote un paysage constitué de sol nu, rocailleux et latéritique, par endroits herbacée dont on peut apercevoir quelques arbustes fragilisés par les effets dévastateurs de la sécheresse et indéniablement liée à l'action anthropique dans une zone où les terres arables se raréfient de plus en plus. A l'opposé, se trouve une pancarte à l'entrée d'une parcelle protégée par des grilles d'environ 2 mètres de hauteur.

LA RÉGÉNÉRESCENCE DE LA TERRE DÉGRADÉE

A cet endroit, les terres semblent être un peu plus généreuses. Tout le site est recouvert des herbes et des arbustes qui peuvent atteindre parfois une hauteur d'environ 2 mètres. Des lianes, des neems, des épineux et des arbres fruitiers comme des goyaviers, bref une diversité d'arbustes. Ici, la verdure et l'abondance de leurs feuillages nous fait penser que cette portion de la végétation résiste à la sécheresse. La nature y a repris ses droits : un perroquet voltige au-dessus de nos têtes comme pour nous souhaiter la bienvenue. Les mouches, libellules, abeilles et sauterelles dans leur biotope signalent leur présence et donnent l'impression d'être troublées dans leur quiétude vespérale. Les informations mentionnées sur la pancarte fixée à l'entrée de ce site d'environ 2 hectares renseignent que ce périmètre est un parc agro-forestier multifonctionnel. Les résultats sont obtenus à l'issue de la mise

en œuvre de l'action pilote de promotion des pratiques innovantes de construction de la résilience à la sécheresse. L'action pilote est mise en œuvre dans le cadre du Projet de gestion intégrée de la sécheresse en Afrique de l'Ouest (PROGIS-AO) du Burkina Faso par le Partenariat National de l'Eau (PNE) du Burkina Faso en collaboration avec de multiples acteurs que sont les services départementaux de l'environnement, de l'économie verte et du changement climatique, de l'Agriculture et des Ressources hydrauliques de Komki-Ipala ; la mairie de Komki-Ipala et le groupement Kolgoweogo des pépiniéristes planteurs. Le financement de l'action pilote a été assuré par le Danemark, l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM) et le Partenariat Mondial de l'Eau (GWP).

Pour cette visite vespérale, la mobilisation des bénéficiaires et des acteurs institutionnels était au rendez-vous. Le Chef du village entouré de ses notables en présence des responsables du groupement ont tenu à nous précéder sur le site pour un accueil chaleureux. Une preuve que c'est toute la communauté qui porte ce projet dans son cœur car, les attentes sont grandes. « Ah bon ! Il y a des Ghanéens et des Togolais parmi vous ! », s'enthousiasme ce responsable coutumier. Et le chef de délégation M. Sidi COULIBALY, Responsable de la Communication et de la Gestion des Connaissances de GWP-AO de le reconforter davantage : « il y a aussi des Maliens, Ivoiriens, Béninois, Nigériens, Togolais ». Le décor étant planté, place à la visite guidée conduite par M. Souleymane OUEDRAOGO. Pendant notre marche, nos pas sont amortis par l'épaisse paille sèche qui recouvre le sol laissant ainsi place à un concert rythmé par le broyage du foin au contact des hauts talons et autres souliers. « J'ai envie de m'y étaler, c'est comme un matelas », confie un confrère impressionné mais qui est vite repris par un autre : « Tu risques d'être réveillé par un serpent ». Tout d'un coup, le bruit d'un animal sorti de sa cachette se fait entendre. « C'est un lièvre », crie Mme Maimounata DIADA de la télévision Tambara du Niger.

DE L'ARIDITÉ À LA VERDURE

D'un lieu aride il y a seulement 3 ans, la nature y a repris tous ses droits. L'écosystème s'en trouve aussi amélioré. Mais comment en est-on arrivé là ? Explications avec Mme Félicité CHABI-GONNI

Photo de groupe à Komki Ipala





VODOUNHESSI, Chargée de Projet de GWP-AO : « La technique adoptée consiste à faire des scarifications au niveau du sol à l'aide de charrue delphino pour améliorer la porosité et la capacité d'infiltration de l'eau dans le sol ». L'Ingénieur Agronome et Assistant Technique de GWP-AO, M. Cheick A. BAMBARA, a quant à lui, mis l'accent sur l'importance des arbres dans le processus de régénération du couvert végétal. « Leurs racines permettent de perforer le sol, maintiennent les particules c'est-à-dire la couche superficielle, sujette à l'érosion hydrique et éolienne ; et améliorent l'activité biologique du sol à travers la matière organique (Exsudats racinaires, feuilles mortes....) », a-t-il souligné.

Pour leur part, les bénéficiaires du projet ont ajouté que pour la plantation des arbres, le sol a été enrichi à l'aide du fumier. Avec

peu de moyens, on a réussi un triple exploit : celui de restaurer l'écosystème et la biodiversité, de générer des revenus par la vente du foin et à inculquer les bonnes pratiques aux agriculteurs. « Si je pouvais avoir cet espace pour cultiver du haricot, je serais sauvé » a signalé un habitant du village. Son vœu ne sera certainement pas exaucé au risque de voir le site retrouver son piteux état d'antan. Il ne reste qu'à appliquer cette méthode dans ses terres arides. L'expérience pilote de Komki a démontré qu'il est possible d'augmenter la résilience de millions de personnes vulnérables à la sécheresse.

Marcelle AKA
Quotidien L'Inter (Côte d'Ivoire)

Entretiens

Avec peu de ressources, le projet de restauration de Komki-Ipala a connu des résultats spectaculaires au terme d'un an de mise en œuvre. Pour comprendre les différentes techniques qui ont été déployées et qui ont permis d'atteindre ces résultats, nous avons interrogé deux Personnes Ressources au cœur de la mise en œuvre. Respectivement, M. Hilaire ILBOUDO, Chargé de Programme au PNE-BF et Mme Félicité VODOUNHESSI, Chargée de Projet de GWP-AO, qui nous expliquent la démarche utilisée pour obtenir en l'espace d'un an des résultats édifiants.

M. Hilaire ILBOUDO, Chargé de Programme au PNE-BF.

« Avec un certain nombre de techniques, nous avons pu recoloniser le site à 82% de la strate herbacée en l'espace d'une année »

En quoi consiste le Projet mis en œuvre dans la commune de Komki-Ipala?

Le projet de restauration de Komki-Ipala vise à restaurer le couvert végétal d'un site qui a été abandonné depuis plus de 30 ans et qu'on n'arrivait plus à exploiter pour les besoins de l'agriculture. C'est un projet qui, avec un certain nombre de techniques, nous a permis de recoloniser le site à 82% de la strate herbacée en l'espace d'une année. Depuis plus de 3 ans maintenant, la strate arbustive est en train de reprendre totalement.

Quelles techniques spécifiquement ont été utilisées ?

C'est un ensemble de techniques, un paquet de technologies qu'on a déployées. La première des techniques a été d'abord de sécuriser le site pour que les animaux n'y entrent pas. Parce que le premier problème, c'est d'abord les animaux. La deuxième a été de faire une haie vive. La haie vive a pour avantage de briser



Entrée du site de Komki Ipala



le vent pour éviter l'érosion éolienne et aussi l'érosion hydrique. Ensuite, nous avons eu à faire avec la charrue delphine, des raies qui permettent de briser la vitesse de l'eau et de servir de piège à limon. A l'intérieur de ces pièges à limon, nous avons constaté une reprise de la strate herbacée plus intense qu'à l'intérieur des parcelles. Nous avons également eu à faire des ravines, toujours pour briser la vitesse de l'eau, parce que le site de Komki-Ipala est en flanc de colline avec un angle d'environ 18°, donc l'érosion

hydrique était très forte. L'érosion hydrique était le plus gros problème à résoudre. Avec la charrue delphine, nous avons fait des raies, nous avons également fait des ravines que nous avons aménagées. Il y a aussi les zai forestiers qui ont permis de recoloniser la strate arbustive et enfin, nous avons eu à faire des demi-lunes à l'intérieur pour l'entrepôt. Cela nous a permis de recoloniser toute la superficie des deux hectares.

La mise en place de ce paquet de technologies a duré combien de temps?

Le projet a duré une année. Nous avons travaillé sur le site en l'espace de 7 mois et à la fin, nous avons pu recoloniser la strate herbacée à 85% qui initialement, était de 0,2% sur la superficie. Les résultats ont été obtenus en l'espace d'une année. Après cette année, nous n'avons fait seulement que le suivi, pour inculquer aux bénéficiaires l'appropriation par eux-mêmes. A ce jour, les bénéficiaires se sont appropriés les différentes techniques. Ils sont en mesure eux-mêmes, de dupliquer l'expérience, d'expliquer ce qui a été fait. Parce que c'est de façon pédagogique que nous avons mis en œuvre le projet. C'est un site-école où on appliquait les techniques progressivement. Ensuite, on revenait voir comment les bénéficiaires les ont implémentées. On leur expliquait pourquoi on le faisait et, ensemble on appréciait les résultats.

Mme Félicité CHABI-GONNI VODOUNHESSI, Chargée de Projet de GWP-AO

« La dégradation des sols au Sahel n'est pas une fatalité »

Pour vous, comment a-t-on procédé pour enregistrer des résultats spectaculaires en l'espace d'une année?

C'est une expérimentation pour démontrer aux paysans que ce n'est pas une fatalité, lorsque les terres sont dégradées au niveau du Sahel. Initialement, avec la communauté, nous avons essayé d'identifier un sol abandonné, dénudé, qui était « mort », comme ils le disent eux-mêmes. Avec une superficie d'environ deux hectares, nous avons appliqué la technique de régénération naturelle assistée. Il s'agit d'abord de mettre une clôture, parce que dans le Sahel il y a la divagation des animaux qui dérange les cultures. La clôture permet d'isoler le site. Suite à cette protection, il a fallu faire des scarifications pour augmenter l'infiltration du sol. En dehors de la pousse naturelle de certaines herbes, il a fallu également planter quelques arbres pour permettre de bien fixer le sol. Et après une année, on s'est rendu compte qu'il y avait une différence déjà dans le couvert végétal avec l'extérieur de la clôture sol. La population a pu récolter du foin au bout d'une année. Et je tiens à préciser que toute la superficie du site n'est pas arrosée. C'est uniquement quelques arbres fruitiers que nous avons plantés qui sont arrosés. On laisse le sol se régénérer naturellement et c'est beaucoup plus par l'infiltration de l'eau de pluie. Sur le site, dans la partie qui n'a pas été clôturée, il y a des endroits où le sol est vraiment lessivé et c'est lié à l'érosion éolienne et à l'érosion pluviale.

Sur le site, on a constaté aussi que certains plants ont été déjà mis en terre. Ont-ils une chance de survie ?

En dehors de la régénération naturelle assistée où on a des herbes qui poussent naturellement, il fallait aussi faire un reboisement. On a donc planté quelques arbres qui ont des racines profondes pour fixer le sol. Les paysans fauchent les herbes pour faire du



foin pour l'alimentation des animaux. Mais à long terme, l'ambition est d'avoir une végétation arborée sur le site. Si vous revenez sur le site dans 5, 10 ans, vous constaterez que les arbres ont vraiment grandi en hauteur. Pour le moment, ils sont encore petits, on les arrose mais d'ici quelques années, leurs racines pourront elles-mêmes aller chercher la nappe et on n'aura plus besoin d'arroser ponctuellement ces arbustes. Initialement, on ne sentait pas

de couche arable mais on constate actuellement qu'on est entre 10 et 15 cm de couche arable, c'est-à-dire de couche fertile du sol. En dehors du sol, les paysans ont prévu d'isoler une partie du site pour expérimenter la culture céréalière et aussi le maraîchage.

En clair, est-ce donc un projet qui renforce la résilience des communautés locales ?

Le projet renforce la résilience des communautés locales. Souvent ce sont de petites actions qui ne demandent pas de grands investissements. Quand je parle de la scarification du sol, vous allez voir qu'on n'investit pas beaucoup de ressources sur le site. C'est beaucoup plus un travail humain, de la main-d'œuvre. Quand ils maîtrisent cette pratique, ils n'ont pas besoin d'un appui financier pour répliquer sur d'autres terres abandonnées dans la zone. C'est beaucoup plus un transfert de savoir pour qu'ils puissent répliquer sur toutes les terres, parce que vous allez constater que dans tout le Sahel, le paysan se déplace quand le sol n'est plus fertile. On ne peut pas continuer à se déplacer indéfiniment. L'idée, c'est de montrer que quand le sol est pauvre, on peut le régénérer au lieu de passer tout le temps à se déplacer.

En définitive, est-ce que l'on peut considérer que le projet lutte aussi contre la migration ?

Non seulement, il lutte contre la migration, mais aussi contre l'exode rural. Dans les pays sahéliens comme le Burkina, c'est en saison de pluies que les populations rurales sont très actives. En saison sèche, beaucoup de jeunes vont vers les villes pour chercher de petits jobs. S'il y a des actions du genre, ils ont de quoi s'occuper, avoir des revenus sur place et cela peut contribuer à limiter aussi l'exode rural et donc la migration.

Propos recueillis par Rolande AZIAKA
/Ecoconscience TV (Togo)



Projet de renforcement de la résilience des communautés du sous-bassin hydrographique du Massili Nord au changement climatique au Burkina Faso : Vers la promotion de solutions écologiques et durables en Afrique de l'Ouest

Le Burkina Faso est l'un des pays sahéliens confronté aux problèmes des sécheresses récurrentes malgré d'importants efforts déployés par le gouvernement et ses partenaires. Selon les données du projet pilote de gestion intégrée de la sécheresse, quatre (4) millions de personnes au Burkina restent confrontées aux aléas de la sécheresse. Une problématique réelle qui impacte sur le devenir social, économique, environnemental et même politique du pays. Pour répondre à ces importantes préoccupations des populations de cette partie de la sous-région ouest-africaine, le GWP-AO en synergie avec le PNE-BF, la Direction Régionale de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques, de l'Assainissement et de la Sécurité Alimentaire ; la Chambre Régionale d'Agriculture du Plateau Central ; l'Agence de l'Eau du Nakanbé ; la Mairie de Loumbila a lancé le Projet de renforcement de la résilience des communautés du sous-bassin hydrographique du Massili Nord à travers la promotion de solutions écologiques et durables. C'est le site du village de Ramitenga situé à environ 35 Km de la capitale qui a été identifié pour la mise en œuvre du projet. Pour une meilleure gestion du site, le groupement villageois «Sidwaya » comprenant 17 exploitants dont 9 femmes a été retenu pour assurer le fonctionnement et la pérennisation des résultats du projet. L'un des aspects importants de ce projet, est la solution écologique apportée à ces communautés à travers la mise en place d'un puits à grand diamètre couvert relié à un système d'alimentation en énergie solaire.

Cette innovation a impacté positivement le vécu quotidien des exploitants et de toute la communauté. On note entre autres changements, le renforcement de la solidarité entre les exploitants et la communauté, la possibilité de cultiver toute l'année ; l'allègement des tâches sur le site, la gestion rationnelle de l'eau (réduction du gaspillage), les connaissances de la technologie de production de l'énergie solaire à travers les formations reçues et l'utilisation des matériels etc. Ce qui se traduit par les cultures d'aubergine, de l'oignon (violet de Galmi), de la pomme de terre, du maïs, etc.



L'exemple de RAMITENGA mérite une attention somme toute particulière de la part des autorités Burkinabé et les partenaires au développement afin de renforcer davantage ces technologies et de les élargir aux autres communautés confrontées aux multiples aléas climatiques dont la sécheresse. Ce qui, certainement, permettra d'améliorer les conditions de vie des millions de personnes de la sous-région.

Les exploitants de ce site font face à plusieurs difficultés dont l'insuffisance d'éclairage solaire à certains moments de l'année pour alimenter le site en énergie, l'insuffisance de semences, les problèmes d'écoulement des produits agricoles sur le marché, etc. Ce projet contribue à coup sûr et durablement à améliorer la sécurité alimentaire des populations bénéficiaires et du Burkina Faso.

Ibrahim Diolombi Mahamadou
Journal l'Union (Niger)

Gestion de l'eau et solutions écologiques innovantes : Le cas d'école du Groupement Sidwaya

Le groupement Sidwaya fait du maraîchage, dans le village de Ramitenga dans la commune rurale de Loumbila (région du Plateau central), sa principale activité. Pour les cultures de contre-saison, le groupement utilisait une motopompe, induisant des dépenses en carburant qui impactent les bénéficiaires engrangés. En 2014, le groupement Sidwaya a été identifié par le PNE-BF pour bénéficier de l'accompagnement du Programme Eau, Climat et Développement en Afrique (WACDEP) à travers le Projet «renforcement de la résilience des communautés du sous



bassin hydraulique du Massili Nord à travers la promotion de solutions écologiques innovantes”.

Sur les 2 hectares grillagés pour le groupement Sidwaya où l'herbe grisâtre épouse le vert des plants vivants, le vrombissement de la motopompe offerte par l'Association Maldg-zanga a laissé place



Photo de groupe à l'entrée du site de Ramitenga

au doux bruit des ruissellements. Pour cause, des solutions innovantes et écologiques de gestion de l'eau sont en expérimentation. Le système d'irrigation goutte-à-goutte alimenté par l'énergie solaire a été implanté avec succès et l'utilisation des engrais chimiques délaissés au profit de la fumure organique. Une bouffée d'oxygène pour l'environnement.

Composé de 17 exploitants dont neuf (09) femmes, les membres du groupement ont été initiés aux bonnes pratiques culturales et de gestion responsable de la ressource eau. Ces acquis émanent du Projet. Le mercredi 21 novembre 2018, une équipe de Burkina 24 en a fait le constat dans le cadre de l'atelier régional de formation des journalistes et communicateurs venus de sept pays de l'Afrique de l'Ouest.

... UN COMPTE DE PRÈS DE 800.000 F CFA

Dans la communauté des exploitants, le travail communautaire est devenu un ciment. Aucune distinction dans les rôles ne se constate entre les femmes et les hommes, relate Minata Soudré, maraîchère depuis près de 50 ans et trésorière du groupement. « La seule distinction qui existe, précise-t-elle, c'est au moment de la récolte du gombo. Un homme ne doit pas récolter du gombo (dans la tradition moaga, ndr). Seules les femmes y sont autorisées. Pour ce qui est du reste du travail, nous le faisons ensemble ». Sur le site, la production s'étale sur toute l'année et s'alterne entre la culture de l'oignon, de l'aubergine, du gombo, de l'oseille ou de la pomme de terre.

L'impact du projet sur la vie les producteurs est visible et assez important tant au niveau de la vie communautaire qu'économique. Avec les ressources issues de la vente de la production, atteste Minata Soudré, les femmes par exemple, participent à la gestion de la famille en soulageant les maris dans les dépenses quotidiennes. « Nous arrivons à payer les fournitures des enfants et nous ramenons un peu de légumes à la maison pour agrémenter les sauces », indique la comptable qui gère un compte de près de 800.000 FCFA. En somme, une partie de la production est vendue et la seconde contribue à améliorer l'alimentation des membres du groupement et de leur ménage respectif.

Dans un périmètre voisin, une ONG a utilisé le même système d'irrigation via l'énergie solaire pour rationaliser l'utilisation de l'eau, au profit d'autres membres du village. A l'endroit des producteurs, Rasmané Konseiga, Chargé de Projet de l'Association Maldg-zanga a sollicité des actions de renforcement de leurs capacités dans la gestion des périmètres maraîchers. « On est en train de les transformer en producteurs bio » et à ce titre, commente Rasmané Konseiga, l'accompagnement dans ce sens devient impératif. Par ailleurs, poursuit le Chargé de Projet, il faut accompagner le Groupement à installer un bon programme d'activités pour la production selon les périodes pour ne pas suivre le calendrier traditionnel.

Ignace Ismaël NABOLE
Burkina24.com (Burkina Faso)

Le système solaire sur le puits



Lutte contre la sécheresse : Quand les femmes retrouvent le sourire

Les femmes représentent 60 à 80% dans l'agriculture en Afrique subsaharienne. Cependant, elles sont affectées par la sécheresse et la désertification qui constituent de sérieux entraves au développement. Face à la situation, le GWP-AO et ses partenaires ont promu des pratiques innovantes de construction de la résilience à la sécheresse dans les villages de Ramitenga et de Komki. Les femmes sortent gagnantes de ce précieux investissement.

A Ramitenga comme à Komki, les deux projets poursuivent les mêmes objectifs à savoir augmenter la résilience des communautés à la sécheresse et assurer l'autonomisation des femmes qui constituent en Afrique, les premières victimes de l'avancée de la désertification et des sécheresses devenues récurrentes. Les femmes sont durement affectées sur plusieurs plans : la santé, la sécurité alimentaire, les activités économiques et selon la Banque mondiale et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), elles produisent en Afrique subsaharienne jusqu'à 80% des denrées alimentaires destinées à la consommation des ménages.

A Ramitenga, village situé dans la commune rurale de Loumbila, à 35 km de Ouagadougou, l'Association des paysans SIDWAYA est composée majoritairement de femmes (9 sur 17) qui sont bénéficiaires du projet WACDEP Burkina. Un projet qui promeut la technique d'irrigation du « goutte à goutte » et l'utilisation de l'énergie solaire comme solutions de renforcement de la résilience et de lutte contre la pauvreté. Dans sa mise en œuvre, le projet a permis de doter les membres de SIDWAYA des panneaux solaires photovoltaïques pour assurer en tout temps, la disponibilité de l'eau pour les cultures. Une alternative écologique et économique par rapport au système de moto-pompe, jadis utilisé par les paysans dans le village. Ce nouveau système a eu pour effet, l'intensification de la culture de contre saison générant ainsi des revenus supplémentaires aux membres de SIDWAYA.

Sodré Aminata est la trésorière de l'association SIDWAYA de Ramitenga. Sa silhouette fine ne laisse rien transparaître de son rôle de femme leader. Une position qu'elle assure pourtant bien. Le sourire aux lèvres, elle explique la répartition des revenus à la fin de chaque saison : « 2/3 des revenus sont versés dans la coopérative pour l'entretien de la pompe et de l'ensemble du système d'irrigation. Le restant des revenus (soit 1/3) est réparti entre les membres de l'association ».



Aminata SODRE

Dans son champ d'aubergine verdoyant, Sinar Alimata, membre de SIDWAYA, parle de l'impact du projet sur le quotidien des femmes du village. « Ici au village, commence-t-elle, l'obligation des hommes consiste à fournir des céréales en famille. Toutes les autres charges sont pour les femmes ». « Nous achetons les conditions non cultivés pour la popote (sel, huile, bouillons...). Nous contribuons à la scolarisation des enfants. En plus, pendant les fêtes, nous achetons nos habits et ceux des enfants ».

DES FEMMES EN GUERRE CONTRE L'AVANCÉE DU DÉSERT...

Au Burkina Faso, on estime à 4 millions le nombre de personnes exposées aux aléas du phénomène de la sécheresse. Il s'agit majoritairement des femmes dont 60 à 80% sont impliquées dans l'agriculture. Dans le village de Komki, à 47 km de Ouagadougou, commune rurale de Komki Ipala, les femmes jouent un rôle de premier plan dans la mise en place d'un parc agro-forestier multifonctionnel. L'initiative, développée dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de Gestion Intégrée de la Sécheresse en Afrique de l'Ouest (PROGIS-AO) au Burkina Faso, porte sur la promotion de pratiques innovantes de renforcement de résilience à la sécheresse par la mise en place d'un parc agro-forestier multifonctionnel dans la Commune de Komki-Ipala». Le PROGIS-AO a été lancé en janvier 2015 au niveau sous-régional et dans trois pays pilotes à savoir le Burkina Faso, le Mali et le Niger, dans le cadre de la collaboration entre le Partenariat Mondial de l'Eau (GWP) et l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM).

A Komki, 2 hectares de terres ont été aménagés et protégés par une clôture. A l'intérieur de la superficie, un bassin de rétention d'eau de 5 m sur 5 permet de collecter les eaux de ruissellement. Grâce à des techniques comme la régénération naturelle assistée et la technique du Zaï (pratique qui consiste à déposer de la matière organique dans un trou avant d'y planter des arbres), la nature est très verdoyante sur la parcelle, à une certaine époque de l'année. Le projet de 25 millions de francs FCFA, contribue déjà à la restauration des écosystèmes pour accroître la résilience des populations rurales à la sécheresse. Si aujourd'hui, les populations bénéficient seulement de la vente du fourrage produit sur le site, les initiateurs espèrent que la reconstitution du couvert végétal permettra la pratique de culture maraîchère d'intérêts pour les femmes.

Mamadou TOGOLA
Maliweb.net (Mali)

Burkina : Entre les périmètres de légumes Sinar Alimata retrouve le goût de la vie



Salimata SINARE travaillant sur sa parcelle

Dans une zone fortement affectée par la sécheresse, Sinar Alimata fait du maraîchage en toute saison dans son village à Ramitenga situé à environ 35 km de Ouagadougou. Une activité qui lui permet aujourd'hui de donner le sourire à sa famille.

« En dehors des travaux champêtres, toutes les corvées sont concentrées sur nous. Tout ce que nous avons, c'est par la force de notre bras que nous l'avons eu », nous confie la nouvelle mariée devenue mère à 17 ans, Sinar Alimata. Comme elle, plusieurs autres femmes de la localité sont mariées au village dès qu'elles franchissent l'âge de la puberté. Originaire de Zitinga, Alimata s'est installée au village de Ramitenga, commune de Loumbila, dès son mariage.

Sans un diplôme, elle a commencé à faire le maraîchage pour subvenir à ses besoins les plus élémentaires. Des débuts difficiles, se souvient encore la jeune mariée.

« Chaque matin, nous nous levons très tôt avec des seaux d'eau pour arroser nos périmètres maraîchers. Nous étions au bord du barrage ». En plus du courage, pour Alimata « il fallait avoir de la force pour puiser de l'eau dans le puits et surtout avoir un certain équilibre pour pouvoir marcher dans les tranchées sans tomber » dit-elle. Aujourd'hui, elle ne cache pas son soulagement de disposer d'une nouvelle zone de production agricole aménagée et moderne.

Alimata, à travers son groupement Sidwaya, l'exploite aussi en contre saison pour produire des spéculations agricoles. Une pompe émergée a été installée à l'intérieur du puits avec un dispositif connecté au système solaire qui permet, soit de démarrer ou d'arrêter le pompage

Ce site a été aménagé dans son village en concertation avec l'association communautaire "Manegdb Zanga" (développement pour

tous) dans le cadre du Programme Eau, Climat et Développement en Afrique de l'Ouest (WACDEP) Burkina Faso. Concrétisé par le Partenariat National de l'Eau du Burkina Faso (PNE-BF), le projet visait l'utilisation de l'énergie solaire pour l'irrigation goutte-à-goutte dans le domaine de la production maraîchère, comme mesure d'adaptation au changement climatique et de lutte contre la pauvreté.

Avec quatre ans de production sur le site, la bénéficiaire se réjouit des effets du projet dans sa vie. Entre deux mots, elle exprime son soulagement « Avant l'arrivée du projet, on n'avait pas d'activité génératrice de revenus qui pouvait aider nos enfants en cas d'urgences. Maintenant, on a le minium pour leur apporter de la joie ».

Kaboré Habibatou, une amie, apprécie ce courage en elle « ça fait plus de 30 ans que nous nous connaissons. Elle a été toujours engagée pour les causes de ses proches ».

En plus de leur périmètre maraîcher qu'elle met en valeur avec les autres membres de leur groupement, la mère qu'elle est, se trouve le temps de s'occuper de ses sept enfants dont 4 sont encore petits.

Sourires aux lèvres chez ses enfants que l'on découvre, Alimata est moins affectée avec le périmètre maraîcher contrairement aux autres femmes qui subissent les affres de la baisse de la pluviométrie. Avec ses petites économies, elle a pu se payer deux sacs de 100 kg de maïs pour sa famille. Désormais, la faim est bien loin de son ménage.

Avec la parcelle de démonstration de la micro-irrigation goutte-à-goutte, c'est l'espoir qui renaît dans la vie de ces femmes qui ont décidé dorénavant de faire du maraîchage, leur principale activité dans le village de Ramitenga,

**Kadiatou Mouyi Doumbia
les Echos (Mali)**

L'agriculture face à la sécheresse : L'histoire à succès de Ramitenga



Accueil à Ramitenga

Plus de 90 % des femmes contribuent au secteur agricole du Burkina Faso. Cependant, les effets croissants du changement climatique, qui se traduisent par une sécheresse défavorable pendant la saison sèche dans ce pays d'Afrique de l'Ouest, obligent les agriculteurs à utiliser des pompes à eau alimentées au diesel pour l'irrigation.

Cependant, en raison du coût élevé d'un tel système d'irrigation, des agriculteurs comme Sodre Aminata, par exemple, sont revenus à l'agriculture pluviale, ce qui signifie qu'elle ne pouvait cultiver qu'une fois par an.

Aminata, qui est membre d'une association paysanne appelée SID-WAYA à Ramitenga, un village situé dans la communauté rurale de Loubila dans la région du Plateau Central du pays, pousse maintenant un soupir de soulagement après l'introduction d'un système d'irrigation goutte à goutte par le Partenariat National de l'Eau du Burkina Faso (PNE-BF) et le Partenariat Mondial de l'Eau en Afrique de l'Ouest (GWP-AO).

Avec une température en milieu de matinée d'environ 37°C au mois de novembre, associée à de l'aridité et pas un seul nuage en vue, il est certain que les pluies sont loin de cette région.

Néanmoins, avec l'introduction du système il y a de cela quatre ans, Aminata et ses collègues ont été moins préoccupées par les conditions climatiques extrêmes auxquelles sa région est confrontée, car elle peut produire des fruits et des légumineuses non seulement à des fins domestiques mais également à des fins commerciales.

Outre le fait qu'il s'agissait d'une activité à forte intensité de main-d'œuvre, le coût du carburant pour le générateur signifiait

que les agriculteurs dépensaient le peu d'argent qu'ils tiraient de la vente de leurs produits agricoles pour alimenter la pompe, ce qui la rendait économiquement inefficace.

Il est à noter que le début de la saison sèche a rendu pratiquement difficile, voire impossible, l'extraction de l'eau du puits en raison de la faible capacité du générateur, ce qui signifie que les agriculteurs ne pouvaient cultiver qu'une seule fois par an cette situation les laissait la plupart du temps au repos pendant la saison sèche.



Le puit à grand diamètre

Cependant, l'introduction du système d'irrigation goutte à goutte a changé le mode de vie de Aminata et de ses collègues agriculteurs. Aujourd'hui, ils sont en mesure de cultiver leurs terres et de le faire même en l'absence de pluie, ce qui leur permet de récolter les produits agricoles environ trois fois par an et de subvenir aux besoins de la famille par la vente de leurs productions.

QU'EST-CE QUI A ÉTÉ FAIT ?

Le projet a porté sur la promotion de l'irrigation au goutte-à-goutte pour le maraîchage en utilisant l'énergie solaire comme mesure d'adaptation au changement climatique et de lutte contre la pauvreté. Son but ultime est de parvenir à une gestion efficace de l'eau agricole pour les populations vulnérables de Ramitenga.

Le projet a mis à la disposition des bénéficiaires une pompe à énergie solaire permettant aux agriculteurs de pomper l'eau des puits de 31 mètres de profondeur jusqu'à un château d'eau situé aux limites du site. L'eau évacuée du château d'eau est ensuite canalisée vers les parcelles irriguées.

SUCCÈS DE L'INITIATIVE

Lors d'une visite sur le terrain du site du projet par une vingtaine de journalistes et de communicateurs participant à un atelier sur la gestion intégrée des sécheresses et des inondations, organisé par le GWP-AO en collaboration avec l'Autorité du Bassin de la Volta, Aminata nous fait visiter sa parcelle de production d'aubergine qui a poussé des fruits.

Évidemment satisfaite des progrès de son jardin, Aminata dit qu'elle peut maintenant cultiver toute l'année avec l'introduction du système d'irrigation goutte à goutte, ce qui la rend économiquement saine. Elle dit qu'elle exploite maintenant de façon efficace et efficace avec une utilisation minimale d'énergie physique.

«Quand nous utilisons le générateur, cela signifiait transporter l'eau du puits à mon jardin. Mais maintenant, je ne porte plus d'eau dans des seaux. L'utilisation de la pompe solaire permet d'envoyer l'eau directement à ma parcelle.»

«De plus, nous ne gaspillons plus d'eau et l'eau est également disponible pour un usage domestique. Ainsi, je peux arroser mes cultures sans me soucier de ce que je vais boire parce que l'eau est

disponible. Et il y a assez d'eau pour m'aider à cultiver du gombo, de l'aubergine et de l'arachide deux ou trois fois par an.»

Selon Aminata, pendant la saison sèche, ils font aussi des pépinières pour des cultures comme les pommes de terre et ces pépinières sont arrosées avec le système d'irrigation goutte à goutte et au début de la saison des pluies, les germes sont transférés sur les lits.

Le Vice-Président du groupement, Tientore Rasmané, dit que non seulement l'introduction du système d'irrigation goutte à goutte a fourni une pratique agricole mécanisée, mais a également conduit à une harmonie entre les membres de SIDWAYA et le village dans son ensemble.

Selon Tientore Rasmané, lorsque les profits sont réalisés, l'argent est utilisé pour acheter du maïs et partagé entre les familles pauvres du village.

Il note également que pour assurer la durabilité des résultats du projet, 33 % des bénéfices réalisés sont réservés à l'entretien du système.

DÉFIS

Bien que la fourniture d'un système d'irrigation au goutte-à-goutte, alimenté à l'énergie solaire, soit économiquement efficace, les membres de ce petit groupement de petits agriculteurs ont exprimé leurs préoccupations quant aux impacts du changement climatique sur leur source de revenus.

«Quand le soleil ne brille pas suffisamment, il est difficile de produire de l'énergie pour démarrer la pompe. Nous aurions aimé avoir des piles pour stocker l'énergie lorsque le soleil brille suffisamment», a déclaré Rasmané.

Il est intéressant de conclure que Sodrè et ses collègues agriculteurs voient de la verdure même face à la sécheresse grâce à l'intervention de GWP-AO à travers son programme Eau-Climat et Développement en Afrique de l'Ouest (WACDEP) ; apportant ainsi secours et sourire aux habitants du Ramitenga.

Jasmine Arku
Graphic News Paper (Ghana)



Champ d'aubergine à Ramitenga



Gestion intégrée des sécheresses et des inondations : Apport des hommes/femmes des médias dans le plaidoyer et la sensibilisation en Afrique de l'Ouest

(Ouagadougou, le 22 novembre 2018) - Une vingtaine de femmes et hommes de média venus du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Mali, du Niger et du Togo ont pris part à l'atelier régional sur la "Gestion intégrée des sécheresses et des inondations : Apport des hommes/ femmes des médias dans le plaidoyer et la sensibilisation en Afrique de l'Ouest".

La rencontre coorganisée par le Partenariat Régional de l'Eau de l'Afrique de l'Ouest (GWP-AO), l'Autorité du Bassin de la Volta (ABV) et le Partenariat National de l'Eau (PNE) du Burkina Faso s'est tenue du 20 au 22 novembre 2018 à Ouagadougou dans les locaux de la Direction Exécutive de l'ABV.

Les participants ont tous indiqué à l'issue de l'atelier, avoir une meilleure compréhension des différents types de sécheresses, des inondations et les problématiques liées à leur gestion intégrée. Ils ont indiqué avoir désormais, une bonne compréhension de l'implication et du rôle à jouer par les médias dans la promotion de la gestion intégrée des sécheresses et des inondations en Afrique de l'Ouest dans leurs pays respectifs pour un développement durable.

Les participants ont particulièrement relevé la bonne organisation de l'atelier, qui a permis d'élucider les concepts lors des présentations faites en salle pour ensuite renforcer la compréhension de ces notions sur le terrain avec la visite de sites pilotes. Enfin, les connaissances acquises et les enseignements tirés de la visite ont permis aux acteurs des médias de produire sur place des articles de presse et de réaliser des magazines radio et télé. « La visite de terrain est toujours une initiative enrichissante qui permet de recueillir des éléments concrets d'information en plus de la mise en relation avec les experts », a confié l'un des participants.

« En venant ici, je me disais que cela devait être un autre atelier comme les dizaines auxquels on a pris part par le passé, a indiqué Aboubakar Sidiki SYLLA de la Radiotélévision Ivoirienne (RTI). Mais, je dois reconnaître que l'atelier de Ouagadougou, est tout à fait différent. Une très bonne expérience qui allie théorie, visite de terrain et pratique de productions journalistiques ».

Pour Joachim BATAO du journal en ligne Burkina Demain du Burkina Faso, cet atelier sans aucun doute est « le meilleur atelier pour les journalistes auquel j'ai pris part jusque-là ». Et Jasmine ARKU du journal ghanéen Graphic News Paper d'ajouter en même temps que son compatriote Samuel ASAMOAH de Metro TV, que la session leur a « ouvert les yeux ». Etant tous du Sud du pays très humide, la visite de terrain sur les sites de Ramitenga où le solaire sert à faire l'irrigation goutte à goutte et de Komki Ipala avec l'expérience réussie de restauration de sol dégradé pour l'agroforesterie, leur a permis d'être confrontés à des situations réelles qui sont répliquables dans le Nord de leur pays, le Ghana. « L'atelier m'a permis de savoir que les inondations si elles sont bien gérées n'avaient pas que des effets négatifs » conclut Jarmine Arku.

Le contact avec les femmes et hommes de médias lors de cet atelier a permis de changer la perception qu'avaient les chercheurs des journalistes. « J'ai compris que nous avons besoin en tant que chercheur de faire un effort pour impliquer les journalistes dans nos travaux dès le départ si nous voulons que nos résultats soient connus et compris par la population et les décideurs », a indiqué Gnenakantahan COULIBALY, doctorant au ZIE qui se spécialise dans la gestion des inondations.

M. Alassane TOURE du SP/CNDD du Burkina Faso intervenant comme représentant du consultant chargé du développement du plan national de gestion des sécheresses au Burkina Faso explique avoir « compris tout le bénéfice pour un spécialiste à se rapprocher des hommes et femmes de médias afin de créer une confiance mutuelle qui peut faciliter la bonne compréhension des fonctions et du travail de chacun ».

Pour renforcer les acquis de l'atelier de Ouagadougou, les participants ont souhaité entre autres que :

- ce genre d'ateliers thématiques bien pratiques soit organisé au niveau régional et si possible dans les pays pour permettre aux journalistes de se familiariser avec les différentes notions ;
- les organisations partenaires mutualisent leurs efforts et moyens pour permettre une meilleure formation en vue d'une meilleure implication des femmes et hommes de médias dans le développement durable de la région ;
- les participants à cet atelier soient intégrés au réseau de journalistes déjà constitué par GWP-AO et ses partenaires depuis 2007 appelé « ShareInfo » ;
- la formalisation avec l'ABV du réseau des journalistes du bassin de la Volta pour accompagner les efforts de communication de la Direction Exécutive à l'endroit des populations et des décideurs des pays membres du bassin de la Volta ; ceci pourrait se concrétiser à travers la mise en place et l'animation régulière d'un forum des médias à l'image du forum des parties prenantes du bassin.

Au terme de l'atelier, les participants se sont engagés tous à faire des productions pour informer, sensibiliser et éduquer les populations et les décideurs sur les enjeux et défis liés aux sécheresses et aux inondations à partir de la documentation et avec les personnes ressources disponibles à l'atelier. Les engagements personnels pour l'après-atelier vont du maintien de la collaboration avec les Partenariats Nationaux de l'Eau (PNE) dans les pays à la création de rubriques dans les organes de presse ou même la création de médias (télé, sites web ou radios) spécialisés dans les questions environnementales surtout en ligne.

Les participants estiment que les objectifs de l'atelier ont été largement atteints au-delà de leurs attentes.

GWP-AO et ABV se sont engagés à accompagner les médias dans leur effort d'information et d'éducation des populations sur toutes les problématiques de gestion intégrée des ressources naturelles. Les deux organisations ont appelé les participants et les femmes et hommes de médias de façon générale, à se rapprocher des PNE (pour GWP-AO) et des structures focales nationales (pour l'ABV) pour une meilleure compréhension des problématiques discutées au niveau national.

Pour plus d'information sur les PNE veuillez visiter le site web du GWP-AO : <https://www.gwp.org/fr/GWP-Afrique-Ouest/Partenaires/Partenariats/partenariats-nationaux-de-leau/>

Contacts :

GWP-AO : Sidi COULIBALY : sidi.coulibaly@gwpao.org
 et Félicité VODOUNHESSI : felicite.vodounhessi@gwpao.org
 ABV: Marc Belemsobgo: bmarco.abv@gmail.com